



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

IC16253

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIÉTÉ SAMREV À GASVILLE-OISÈME

Installations de fabrication de pièces moulées en fonte et ses installations connexes
(N°ICPE : 100.00400)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 19 mars 2007 à la société EUROPENNE SEA pour l'exploitation d'une installation de fabrication de pièces moulées en fonte et ses installations connexes sur le territoire de la commune de Gasville-Oisème à l'adresse suivante : 13-15 rue de Couttes

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2008 fixant des valeurs limites d'émission de dioxines et furannes de la fonderie exploitée par la société EUROPEENNE SEA sur le territoire de la commune de Gasville-Oisème ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 26 mars 2013 au profit de la société SAMREV ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 prescrivant à la société SAMREV située sur le territoire de la commune de Gasville-Oisème une étude de caractérisation de ses déchets de fonderie, l'actualisation de l'étude des risques sanitaires, la réalisation d'une étude de dispersion et de campagnes de prélèvements et d'analyses des émissions atmosphériques ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 13 mai 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors des visites du 23 septembre 2015 et du 18 mars 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence d'actualisation de l'étude des risques sanitaires
- l'absence de réalisation de l'étude de dispersion des rejets atmosphériques
- l'absence de mesure des concentrations en dioxines et furannes dans les retombés des rejets atmosphériques

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6 et 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 susvisé ;

Considérant que ce manquement pourrait entraîner des risques pour la santé des riverains ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAMREV de respecter les prescriptions des articles 6 et 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société SAMREV, dont le siège social est situé 13-15 rue de Couttes sur la commune de Gasville-Oisème, est mise en demeure, pour ses installations situées à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

- L'exploitant actualise, sous 6 mois, l'étude des risques sanitaire en prenant en compte les valeurs réelles de rejets en dioxines et furannes, conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 ;
- L'exploitant réalise, sous 6 mois, une étude de dispersion des rejets atmosphériques, conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 ;
- L'exploitant réalise, sous 6 mois, une analyse des concentrations en dioxines et furannes dans les retombés des rejets atmosphériques, conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2014 .

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces

décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées à Monsieur le Maire de la commune de Gasville-Oisème et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

ARTICLE 5 Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Gasville-Oisème, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres le

29 JUIN 2016

LE PRÉFET,
Pour Le Préfet,
La Secrétaire Générale


Carole PUIG-CHEVRIER

